

L'option militaire contre le Venezuela affaibli



De nombreux secteurs, y compris le dit Groupe de Lima, qui est une création des États-Unis, ont pris leurs distances ces derniers jours de la possibilité de lancer une intervention militaire contre le Venezuela pour renverser le président Nicolás Maduro et détruire la Révolution Bolivarienne.

Bien qu'ils maintiennent leur rhétorique agressive et offensive, les membres de ce club anti-chaviste réunis à Bogotá, la capitale de la Colombie, sous la houlette du vice-président des États-Unis, Mike Pence, ont pris bien soin d'exprimer très clairement dans la déclaration finale de cette rencontre leur opposition au recours à la force armée pour intervenir dans le pays voisin.

De cette façon, les propres alliés de Washington, dans leur croisade illégale contre le Venezuela ont préféré quitter le bateau de la guerre, avant que les flammes d'un éventuel conflit ne commencent à brûler leurs propres-arrières-cours. Nul n'ignore qu'une agression militaire contre la Patrie de Simon Bolivar aurait inévitablement des conséquences néfastes pour tous les pays de la région et elle créerait un précédent très négatif car l'on serait en train de donner le feu vert au recours à la force pour atteindre des objectifs qui n'ont rien à voir ni avec les idéologies ni avec les doctrines démocratiques, mais avec le pillage de précieuses ressources naturelles, dans ce cas le pétrole.

Avant qu'un éclat de bon sens n'ait éclairé les esprits des comploteurs de la capitale colombienne, d'autres s'étaient écartés de cette voie et ils ont refusé de suivre une telle orientation de la Maison-Blanche.

C'est le cas de l'Union Européenne dont l'animosité envers le gouvernement du président Nicolás Maduro n'inclut pas des préparatifs militaires et elle a lancé un appel à la recherche de solutions à la crise par des moyens politiques et diplomatiques mais, toujours dans le but d'obtenir ce que certains appellent un changement de régime, un euphémisme utilisé pour parler d' un coup d'état.

Même le Brésil, dont le président Jair Bolsonaro semblait pencher au début pour une option militaire, a changé d'avis.

Le vice-président brésilien Hamilton Mourão a assuré que le géant sud-américain n'envisage aucune hypothèse permettant aux États-Unis d'utiliser le territoire de son pays pour attaquer le Venezuela.

Hier, une nouvelle tentative de la Maison-Blanche d'imposer l'option militaire contre le Venezuela a échoué au Conseil de Sécurité de l'ONU où la majorité des orateurs ont rejeté et condamné cette alternative.

De cette façon Juan Guaidó, autoproclamé président par intérim du Venezuela s'est retrouvé seul dans le désert criant en faveur d'une intervention étrangère contre son pays, une conduite très reprochable de tout point de vue.

Ce Monsieur se trouve maintenant dans une situation embarrassante car, à bord d'un hélicoptère officiel colombien il a désobéi à un ordre judiciaire qui lui interdisait de quitter son pays raison pour laquelle s'il décide d'y rentrer maintenant il pourrait être arrêté.

Je répète que tous ces événements n'impliquent pas la fin du danger et qu'ils ne doivent pas non plus être un motif pour baisser la garde.

Sans aucun doute, de nouvelles attaques sont en cours de préparation que ce soit à Washington ou à Bogotá car l'ennemi, comme le diable, ne dort jamais.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/184651-loption-militaire-contre-le-venezuela-affaiblie>



Radio Habana Cuba